

● (11.10 a.m.)

L'hon. J. A. MacLean (Malpègue): Monsieur l'Orateur, notre parti serait en faveur de cette façon de procéder si elle est possible.

M. l'Orateur: Il y a un léger inconvénient: nous n'avons pas tout le rapport en ce moment. Nous recevrons la dernière tranche de la version anglaise vers midi aujourd'hui, la version française ne sera pas disponible. Certains députés se sont déjà opposés à une motion tendant à l'adoption d'un rapport dont les témoignages n'ont pas été reçus en entier. Si les députés y consentent cependant, nous pourrions procéder comme le propose le président du Conseil privé (M. Macdonald): La Chambre y consent-elle?

Des voix: D'accord.

LA LOI SUR LE MINISTÈRE DES TRANSPORTS

LA PROTECTION DU LITTORAL CONTRE LES FUITES DE PÉTROLE

M. Tom H. Goode (Burnaby-Richmond) demande à déposer le bill n° C-170, modifiant la loi sur le ministère des Transports.

Des voix: Expliquez-vous.

M. Goode: L'objet de ce bill est de placer les opérations de forage au large des côtes sous le contrôle du ministère des Transports, afin que ce dernier puisse protéger les plages et la faune aquatique de notre littoral contre toute fuite massive de pétrole, comme celle qui vient de se produire sur la côte de Californie.

(La motion est adoptée, le bill est lu pour la première fois et l'impression en est ordonnée.)

LES PRODUITS DANGEREUX

L'INTERDICTION DE LA VENTE, L'ANNONCE ET L'IMPORTATION

L'hon. Otto E. Lang (au nom du ministre de la Consommation et des Corporations) propose que le bill n° S-26 (du Sénat) interdisant la vente, l'annonce et l'importation de produits dangereux, soit maintenant lu pour la 1^{re} fois.

(La motion est adoptée, le bill est lu pour la 1^{re} fois.)

LA LOI SUR LES ASSOCIATIONS COOPÉRATIVES DE CRÉDIT

L'AUTORISATION DE SE CONSTITUER EN CORPORATION FÉDÉRALE

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances) propose que le bill S-28 (du Sénat) modifiant [L'hon. M. Macdonald.]

la loi sur les associations coopératives de crédit, soit maintenant lu pour la 1^{re} fois.

(La motion est adoptée, le bill est lu pour la 1^{re} fois.)

QUESTIONS ORALES

QUESTIONS OUVRIÈRES

LES OCCASIONS D'EMPLOI—LE RECRUTEMENT D'ÉTUDIANTS

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre des Finances. Il s'agit de la réduction du nombre des emplois offerts, notamment dans certaines régions du Canada, en particulier de l'activité réduite des bureaux de placement dans les universités et de la difficulté de plus en plus grande pour les étudiants de trouver un emploi temporaire ou permanent. Le ministre ou l'un de ses collègues comptent-ils faire au plus tôt une déclaration dans laquelle ils indiqueront les mesures que le gouvernement compte prendre pour remédier à ces graves problèmes?

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Ce sont, en effet, de très graves problèmes et je tiendrai compte de la suggestion de l'honorable représentant.

M. H. Russell MacEwan (Central Nova): Puis-je demander au ministre—et ma question concerne tous ses collègues du cabinet—si, étudiant la question, on pourrait songer à un programme d'urgence pour atténuer le chômage considérable qui sévit actuellement dans les provinces atlantiques, et dont le taux s'élève, je crois, à 10.1 p. 100?

L'hon. M. Benson: Nous prenons toujours très au sérieux les propositions du député.

M. Lloyd R. Crouse (South Shore): A cet égard, le ministre songerait-il aussi à rétablir la subvention fédérale à la construction navale, ce qui créerait des emplois dans les chantiers navals de l'Atlantique, qui servent spécialement au radoub de notre flotte de pêche de la côte est?

L'hon. M. Benson: C'est le ministre de l'Industrie qui pourrait s'occuper de l'affaire et je lui en parlerai.

M. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce): Me dirait-on si le gouvernement songe encore à venir en aide à l'EXPO, qui engage d'ordinaire 2,000 étudiants de la région montréalaise?